

IDENTITÉS ET COMMUNAUTÉS : QUELS DÉFIS POUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

JEAN-CLAUDE KALUBI

Université de Sherbrooke

La question des liens entre les identités et les communautés n'est pas nouvelle. Elle ressurgit à chaque décennie, surtout à la faveur des réformes dans différents domaines d'intervention. Depuis les années 60, les transformations connues dans l'univers des pratiques sociales et interventions professionnelles ont été présentées comme le reflet d'une quête de repères, en rapport avec les besoins complexes du citoyen et les défis de l'adaptation sociale. En effet, dans un monde globalisé où les identités distinctes s'affirment de plus en plus, des défis émergent dans de multiples circonstances mettant à l'épreuve la polysémie des notions telles que la participation citoyenne. La plupart de ces défis tardent à être relevés de façon spécifique. Dès lors, il faut non seulement admettre que les caractéristiques de la participation citoyenne peuvent toucher à des significations différentes, variées, mais il faut surtout accepter que la plupart des concepts mentionnés servent comme outils d'analyse potentiels du contexte historique, politique, culturel, économique, voire religieux, dans lequel évoluent les citoyens contemporains avec leurs craintes, contraintes et motivations (Galichet, 2001).

Dans ce contexte, il serait inconcevable que la vision de la participation citoyenne ne soit pas basée sur l'analyse faite de l'utilisation héritée des personnes agissantes (gestionnaires, responsables, administrateurs...). Son succès dans l'application pratique va dépendre de sa valeur idéologique, pour un groupe donné auquel elle peut permettre de se trouver un cadre logique pour l'action quotidienne, voire pour améliorer le fonctionnement d'une offre de services.

La participation citoyenne prend ainsi un sens particulier, dans une perspective d'interaction au sein de la communauté. Celle-ci est censée offrir un environnement dynamique en évolution constante et surtout construit autour d'un idéal de partage, d'une occupation de mise en commun des cultures des valeurs, des responsabilités d'activité et même des sentiments d'appartenance.

Toute communauté viable est appelée à proposer un espace commun qui va se caractériser par un brassage de culture et des savoirs exposant ses membres à des réalités offrant des alternatives aux limites de l'individualisme. L'intériorisation des valeurs communes va aider à construire au quotidien les apprentissages du vivre ensemble et mettre en évidence le sens donné aux mots coopération, entraide, altruisme etc. La mise en pratique des responsabilités individuelles et collectives facilite non seulement la prise de parole des uns et des autres, mais aussi le développement d'un regard critique vis-à-vis des lois et des conditions de leur application. Dès lors, toute citoyenneté participative génère un ensemble de gestes et actes politiques dans la

mesure où s’y retrouvent encouragés des efforts de création ou de réinvention des formes d’organisations démocratiques, prospectives, volontaristes et émancipatrices.

Enfin, il faut considérer la place accordée à la réflexion. Celle-ci doit partir de la connaissance qui souvent précède les expériences, mais peut sûrement les accompagner et les éclairer de façon durable. Les sociétés de connaissance (Paul et Suleman, 2005) choisiraient de montrer fréquemment le pouvoir des bâtisseurs qui par leur participation, ont ouvert à l’Humanité les horizons des contrées nouvelles, significatives et enrichissantes. La connaissance vue comme un moteur dans la transformation de la culture aide au développement du sentiment d’appartenance, du sentiment d’autodétermination et du sentiment de participation citoyenne. Pour mieux tirer profit de l’évolution des droits et des prérogatives de chaque citoyen, une attention doit être accordée à la dynamique de l’alternance entre les pouvoirs personnels et les pouvoirs collectifs; cela permet de montrer comment chacun peut fournir sa liberté sur la protection que fournit la solidarité collective, celle-ci devenant ainsi garante de la reconnaissance des droits respectifs au sein de la communauté. Les rendez-vous du donner et du recevoir viennent alors renforcer l’engagement complet du citoyen vis-à-vis de sa communauté et le soutien de cette dernière en faveur de chaque citoyen participant. Chacun des aspects mentionnés ci-dessus vient renforcer les caractéristiques d’une identité provisoire et contribuer à la valorisation des actions touchant le renouvellement des qualifications spécifiques. Des rôles et statuts socialement reconnus, ainsi que des pans entiers de savoir et compétences nécessaires sont également soumis à cette dynamique ou à cette mobilité. Aussi faudrait-il prendre en considération les propos de Dubar (1998) lorsque ce dernier parle d’identité *incertaine*, articulée autour des caractéristiques évolutives.

Dans leur ouvrage consacré à l’éducation post-moderne, Pourtois et Desmet (2002) attiraient déjà l’attention sur l’itinéraire inéluctable des identités. Cela devrait entraîner une redéfinition continue des missions et actions sociales, aux regards des savoirs éclatés, de la relativité, des valeurs et contextes de référence. Aujourd’hui, le contexte de crise est évident, vu la tournure prise par l’actualité et la difficulté maintes fois évoquées de voir aboutir la plupart des projets à long terme. Au-delà d’une vision de psychologie clinique, est-il encore pertinent de parler de crise identitaire?

Cette question a fait l’objet d’un traitement original dans un article relativement récent consacré aux perspectives numériques. En effet, Lavaud-Forest (2009) part de la problématique des mondes numériques immersifs pour montrer l’invasion des échanges fondés sur l’immédiateté. L’auteure se sert de l’exigence de créativité dans l’univers virtuel immersif, pour forcer un déplacement du point de vue de l’observateur. Il s’agit de reconnaître, entre autres, que l’immobilité est impossible en matière d’identité. Dans un système complexe, tout se modifie de manière constante, pour faire circuler l’observateur dans l’infinité de mondes. Une vision de l’émancipation s’impose par rapport aux points de vue rigides, fixés ou organisés. Dans le cadre de la vie des communautés, beaucoup de gens se réfèrent les uns aux autres; ils interagissent avec ceux qui se trouvent à proximité, dans leurs champs de perception, d’action et de communication. Chacune de leurs actions emprunte des caractéristiques de leur « proximité », de leur environnement. Leur comportement global est aussi marqué par l’affranchissement vis-à-vis d’un point de vue unique et irrémédiablement ordonné. Il y a certainement une perte de repères qui peut être vue comme troublante. Mais au-delà de cette crise qui n’est effective que dans le regard (et non dans le phénomène), il est important de reconnaître une nouvelle révolution identitaire. Celle-ci se développe et relance une vision systémique du monde à laquelle peut être associée une conception des référents dynamiques et interactifs.

À la lumière de ce qui précède, se profile une vision de l’identité post-moderne dans des communautés post-modernes et inclusives, avec une multitude de perspectives. Partielles ou fragmentées, celles-ci tendent tout de même à être interconnectées, toujours en phase avec le flux des échanges énergiques et en interférence.

Ces perspectives ouvrent la voie à des réflexions fécondes sur de nouvelles toiles identitaires, centrées sur l'émergence des hyper-identités globales, riches et en réinvention constante, à l'intérieur même des communautés d'apprentissage, des communautés de pratique ou des communautés inclusives.

Comme le rappelle Tibéri (2005), des défis énormes doivent être alors relevés pour éviter du chaos à ce développement identitaire au sein des communautés. C'est ainsi que l'idée du contrat social, reprend tout son sens pour canaliser la créativité de chaque citoyen actif et encadrer les stratégies de participation individuelle. En effet, une telle orientation doit reposer sur le fonctionnement en projet pour mieux contribuer à la responsabilité collective par la coopération. Le discours, la parole, le comportement et les écrits de chaque citoyen vont alors aider à dégager une vision de l'entre-aide au-delà des ressemblances et des différences. L'idée même de solidarité a été explorée par d'éminents penseurs, comme étant au centre des mouvements d'enrichissement de pensées et de savoirs de la part de l'*Homme* civilisé.

En définitive, les fluctuations dues au développement économique et social s'accompagnent de plusieurs types d'obligations qui transforment la société et imposent forcément une coexistence au sein des communautés, entre des individus différents. Malgré les apparences, les identités renvoient à une représentation provisoire. La coopération défendue comme un défi, impose non seulement l'obligation de découverte d'autrui, mais aussi un questionnement sur les modalités de complémentarité dans la coexistence des différences. Ainsi va la vie au sein de toutes les communautés. Ainsi va l'obligation de communication. Ainsi s'énonce enfin l'invitation à découvrir les thèmes abordés dans cette revue.

RÉFÉRENCES

- Dubar, C. (1998). Trajectoires sociales et formes identitaires : clarification conceptuelle et méthodologique, *Sociétés contemporaines*,29(29), 73-85.
- Galichet, F. (2001). Quelle éducation à la citoyenneté dans une société défective ? In M. Paget, F. Ouellet et L. Cortesao, *L'éducation à la citoyenneté*, (27-39). Sherbrooke : éditions du CRP.
- Paul, J.-J. et Suleman, F. (2005). La production de connaissances dans la société de la connaissance : quel rôle pour le système éducatif ? *Éducation et sociétés*,1(15), 19-43.
- Pourtois, J.-P. et Desmet, H. (2002). *L'éducation post-moderne*. Paris : Presse universitaires de France.
- Lavaud-Forest, S. (2002). Variabilités, interactions, univers distribués À la découverte de perspectives renouvelées? *Perspectives numériques*,85(85), 55-64.
- Tibéri, D. (2005). *Citoyen en classe Freinet : journal de bord d'une classe coopérative*. Paris : L'Harmattan.